



NATIONS UNIES
CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL



Distr.
LIMITEE

E/ECA/PSD.5/52
15 décembre 1987

FRANCAIS
Original: ANGLAIS

51869

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
Cinquième session de la Conférence commune
des planificateurs, statisticiens et
démographes africains

Addis Abeba (Ethiopie) 21-28 mars 1988

RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL SUR LES APPROCHES
POSSIBLES POUR L'INTEGRATION DES STATISTIQUES
DEMOGRAPHIQUES, SOCIALES ET ECONOMIQUES
CONNEXES DANS LA PLANIFICATION DU
DEVELOPPEMENT EN AFRIQUE

(Moscou URSS, 7 - 14 septembre 1987)

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
A. PARTICIPATION ET ORGANISATION	1-3	1
Ouverture et durée de la réunion	1	1
Participation	2	1
Election du bureau	3	1
B. ORDRE DU JOUR	4	1-2
C. COMPTE RENDU DES TRAVAUX	5-114	2-21
Allocution d'ouverture	5-12	2-3
Expériences des pays africains en matière d'intégration des statistiques démographiques, sociales et économiques connexes dans la planification du développement	13-23	4-6
Données nécessaires pour la planification du développement:		
- Types de statistiques démographiques et sociales pour la planification du développement dans les pays africains	24-28	7
- Expériences de l'URSS	29-65	8-13
i) projections démographiques	29-36	8-9
ii) indices du développement social	37-43	9
iii) enquête sur les budgets des familles	44-49	10
iv) main-d'oeuvre	50-57	11-12
v) statistiques de l'environnement	58-65	12-13
- Coordination du développement des statistiques démographiques, sociales et économiques connexes intégrées pour la planification	66-95	13-18
a) cadre pour l'intégration des données dans les pays africains	66-71	13-14
b) liaison des données provenant de diverses sources	72-76	14-15
c) mise en place d'une banque de données dans les pays africains	77-81	15-16
d) Organisation de la collecte et du traitement de l'information statistique: la place du système informatisé dans le système d'information public	82-91	16-17
e) cadre institutionnel dans les pays africains	92-95	17-18

TABLE DES MATIERES (SUITE)

	<u>Paragraphe</u> s	<u>Page</u>
Application des variables démographiques, sociales et économiques connexes intégrées dans la planification	96-111	18-21
a) matrices de comptabilité sociale comme instrument pour l'intégration des variables démographiques, sociales et économiques connexes dans la planification	96-100	18-19
b) système de balances de l'économie nationale et leur rôle d'intégration des statistiques économiques et sociales	101-106	19-20
c) application des indices des statistiques démographiques, sociales et économiques à la planification	107-111	20-21
Questions diverses	112-113	21
Adoption du rapport	114	21

ANNEXE I : RESUME DES RECOMMANDATIONS

ANNEXE II : EVALUATION DU GROUPE DE TRAVAIL

A. PARTICIPATION ET ORGANISATION

Ouverture et durée de la réunion

1. Le Groupe de travail sur les approches possibles pour l'intégration des statistiques démographiques, sociales et économiques connexes à la planification du développement en Afrique s'est tenu à Moscou, URSS, du 7 au 14 septembre 1987. La réunion a eu lieu grâce au soutien financier du gouvernement de l'URSS par l'intermédiaire du Programme régulier de coopération technique des Nations Unies. Le premier Vice-Président du Comité d'Etat pour les statistiques de l'URSS a ouvert la réunion. Les messages du Chef de la division de la statistique de la CEA et du Chef des relations internationales du Comité d'état de l'URSS pour les relations économiques extérieures ont été transmis à l'occasion de cette ouverture.

Participation

2. Ont participé à cette réunion dix huit experts africains qui, invités à titre individuel, venaient des pays suivants: Bénin, Cameroun, Ethiopie, Kenya, Madagascar, Mali, Maurice, Rwanda, Sénégal, Tanzanie, Zambie et Zimbabwe. Des représentants de l'URSS et du CMAE y ont également participé.

Election du Bureau

3. M. Mwaniki (Kenya) a été élu président du Groupe de travail, avec Mme Fatoumata Sidibé Dicko (Mali) comme vice-président et M. Zamanay (Maurice) comme rapporteur.

B. ORDRE DU JOUR

4. La réunion a adopté l'ordre du jour suivant:

- 1) Allocution d'ouverture
- 2) Election des membres du bureau
- 3) Adoption de l'ordre du jour
- 4) Expériences africaines en matière d'intégration des statistiques démographiques, sociales et économiques connexes dans la planification du développement
- 5) Données requises dans le cadre de la planification du développement:
 - a) Types de statistiques démographiques et sociales requis pour la planification du développement dans les pays africains.
 - b) Expériences de l'URSS
 - i) Projections démographiques
 - ii) Indices du développement social
 - iii) Main-d'oeuvre
 - iv) Environnement
- 6) Coordination des activités en vue de développer les statistiques démographiques, sociales et économiques connexes intégrées pour la planification:
 - a) Cadre pour l'intégration des données dans les pays africains
 - b) Liaison des données provenant des différentes sources
 - c) Mise en place d'une banque de données dans les pays africains

- d) Organisation de l'information statistique: saisie, et traitement des données statistiques et place du système unifié et automatisé des statistiques nationales de l'URSS (ASGS) dans le cadre du système national d'information (expérience de l'URSS),
- e) Cadre institutionnel dans les pays africains.
- 7) Application des variables démographiques, sociales et économiques connexes intégrées dans la planification:
 - a) Matrices de comptabilité sociale comme instrument pour l'intégration des variables démographiques, sociales et économiques connexes dans la planification (étude de cas)
 - b) Système de balances de l'économie nationale et leur rôle d'intégration des statistiques économiques et sociales (expérience de l'URSS)
 - c) Application des indices des statistiques démographiques, sociales et économiques à la planification (expérience de l'URSS).
- 8) Questions diverses
- 9) Recommandations
- 10) Evaluation du groupe
- 11) Adoption du rapport

C. COMPTE RENDU DES TRAVAUX

Allocution d'ouverture (Point 1 de l'ordre du jour)

5. Tout en saluant les participants du groupe de travail, M.N.G. Belov, Premier Vice Président du Comité d'état pour la statistique de l'URSS a exprimé sa certitude que les activités du groupe de travail contribueront à l'identification de nouvelles possibilités dans l'intégration des données statistiques dans la planification du développement économique et social, dans l'amélioration progressive du niveau de vie de la population. Il a fait un tour d'horizon des objectifs de la statistique soviétique, mettant en relief les indicateurs concrets basés sur les comptes réguliers provenant des entreprises et des organisations, sur les recensements et les enquêtes par sondage.

6. M. Belov s'est étendu sur la restructuration en cours en Union soviétique visant l'accélération du développement social. La restructuration s'applique également à la planification et à la statistique. Le projet du plan d'Etat pour l'année 1988 est déjà établi dans le cadre d'une structure absolument nouvelle dont l'essentiel consiste à libérer le plan de tous les indicateurs dont l'importance est de deuxième ordre, car il s'agit là du niveau national. Les plans concrets sont mis au point de la refonte radicale de la statistique d'Etat en vue de la faire plus adéquate aux conditions qui prévalent, rendre son rôle plus important et ses bases scientifiques plus solides, augmenter son objectivité et caractère opérationnel, approfondir sérieusement l'analyse économique, améliorer la gestion économique. Ces plans tiennent compte du développement des techniques de statistique basées sur l'informatique. Parmi les travaux statistiques dont la gamme est de plus en plus large, les statistiques de la population jouissent d'une attention particulière. Les préparatifs du recensement national qui aura lieu en janvier 1989 battent leur plein.

7. M. Belov a mentionné également certains indicateurs démographiques relatifs à l'Afrique, les délibérations à la Conférence internationale des Nations Unies pour la population (Mexico, 1984) et ses recommandations. Il a attiré l'attention des participants sur le message du Secrétaire général du Comité central du PCUS Mikhaïl Gorbatchev adressé aux participants de la Conférence internationale sur les rapports entre le désarmement et le développement, et notamment sur la proposition contenue dans le message de créer, dans le cadre de l'ONU, un fonds international "Désarmement pour le développement".

8. En conclusion, il a fait remarquer que les résultats des discussions du groupe de travail contribueront au perfectionnement de la qualité de l'information statistique, de sa comparabilité internationale, et profiteront au développement continu de la coopération entre les nations en faveur de la paix et du progrès social.

9. Le message du Chef de la Division de la statistique de la CEA qui a été lu au cours de la session d'ouverture a noté que le Plan d'Action de Lagos, adopté par les chefs d'Etat et de Gouvernement d'Afrique en 1980 a établi une nouvelle stratégie régionale de développement pour l'Afrique ayant comme finalité le bien-être de la population. Il a fait remarquer que cette nouvelle conception du développement appelle de nouvelles méthodologies de planification et par conséquent une gamme plus étendue de statistiques telles que les données démographiques et sociales qui vont tenir au même titre que les données économiques et financières des rôles-clés dans tout le processus de planification.

10. Il mentionné l'intérêt de disposer de séries statistiques fiables qui se complètent mutuellement, c'est-à-dire des statistiques intégrées et pour cela l'importance de la collaboration qui doit exister d'une part entre les différents producteurs de données statistiques et d'autre part entre ces derniers et les utilisateurs de données statistiques en vue d'une meilleure planification du développement en Afrique.

11. Il a également souligné que cette collaboration sera encore davantage renforcée grâce à ce groupe de travail réunissant les experts africains dans les domaines de la statistique, de la démographie et de la planification qui auront à examiner des questions importantes telles que les expériences africaines relatives aux différentes approches pour l'intégration des statistiques démographiques, sociales et économiques connexes dans la planification du développement, la coordination des activités en vue de développer les statistiques socio-économiques intégrées pour la planification et l'application des variables démographiques, sociales et économiques intégrées dans la planification.

12. Enfin, il a exprimé sa gratitude au Gouvernement de l'URSS qui a permis la tenue de cette réunion en fournissant le financement nécessaire par l'intermédiaire du Programme régulier de coopération technique des Nations Unies, et a remercié le Comité d'Etat pour les statistiques de l'URSS pour l'excellente organisation de la réunion.

Expérience des pays africains en matière d'intégration des statistiques démographiques, sociales et économiques connexes dans la planification du développement (Documents des pays) (Point 4 de l'ordre du jour)

13. Les représentants des pays ont présenté l'expérience de leur pays dans le domaine d'intégration des statistiques démographiques, sociales et économiques connexes dans la planification du développement.

14. La délégation de Madagascar a mis en lumière les problèmes liés à un manque d'informations statistiques pour le processus de la planification de l'économie nationale à cause de l'absence de tout intérêt des organismes économiques de rendre l'information nécessaire aux pouvoirs centraux. Compte tenu de ce fait, les organes de planification sont, obligés, dans ce cas, de faire des estimations qui risquent de ne pas refléter les réalités. De ce fait, la planification devient une tâche assez compliquée. Il devient nécessaire d'assurer une meilleure coordination entre les statisticiens et les planificateurs. Les dépenses pour les recensements et enquêtes sont très élevées ce qui rend leur mise en oeuvre régulièrement difficile ou même impossible pour le pays. Il a été proposé de se servir de moyens de collecte des données moins chers, par exemple, l'utilisation des dossiers administratifs.

15. La délégation du Rwanda a attiré, de même, l'attention sur le problème de manque d'informations fiables et à jour. Il arrive que les données statistiques produits par les ministères ne sont pas bien estimés et les planificateurs sont obligés de faire les corrections nécessaires. Le Rwanda a commencé les enquêtes démographiques en 1970 et a réalisé son premier recensement de la population et de l'habitat à la fin des années 70. Les données statistiques sur l'emploi dans le secteur non-formel sont inexistantes, et celles de l'état civil incomplètes. Le coût élevé de la collecte des données a été souligné. La participation de la population au processus de planification a été aussi mentionnée.

16. Le représentant de la Zambie a décrit les efforts de son pays dans le domaine d'intégration des statistiques démographiques et sociales dans la planification. Il a décrit le cadre institutionnel conçu dans ce but, qui comprend, en particulier, une unité chargée des questions de la population, l'emploi et de la recherche ainsi que des activités du ~~Département~~ des recensements et des statistiques dans le cadre de la Commission nationale pour la planification du développement. Le problème commun de manque de données statistiques et du retard, de leur production ainsi que le problème de traitement des données a fait l'objet d'un examen approfondi par la Commission. Néanmoins, la coopération des statisticiens et des planificateurs existe et elle est bonne, et les perspectives pour l'avenir sont aussi encourageantes.

17. La délégation du Mali a souligné surtout l'importance de l'intégration des variables démographiques dans la planification. L'absence des données fiables rend cette tâche difficile. En outre, les bases des données peuvent contenir des informations non à jour ce qui tend à fausser la situation réelle et rend l'élaboration des plans de développement assez difficile. La situation devient plus complexe à cause des migrations par suite des conditions climatiques, de la taille du pays, des disparités régionales etc. La collecte des données dans le secteur informel présente aussi des difficultés et, en outre, les données statistiques issues de différentes sources ne pouvaient pas être agrégées par manque d'un système statistique harmonisé. En partie, ce problème a été résolu au moyen des recensements et enquêtes et par une réorganisation du circuit d'enregistrement des faits d'état-civil. Les questions de coordination ont été aussi résolues par le détachement des statisticiens et économistes de haut niveau du Ministère de la planification dans les différents ministères pour assurer une liaison adéquate et pour harmoniser le système de collecte des données. En outre, une section de la population a été créée au Ministère du plan ayant pour but de concevoir une politique de population et de contribuer au développement des ressources humaines. Le processus de la planification a été décentralisé à un niveau le plus bas dès le début de la conception des plans et jusqu'à leur mise en oeuvre. Toutes ces mesures sont présentement au stade d'essai et bien que promettantes il est encore trop tôt de prédire de leur succès et d'évaluer le coût que cela implique.

18. La délégation du Sénégal a décrit l'évolution de la planification du pays depuis les années 60, ainsi que les tentatives de collecte des données démographiques en vue de leur prise en compte dans les différents plans de développement. Si on a porté trop d'attention aux variables économiques et financières, en particulier, dans le cadre des programmes d'ajustement structurel avec le FMI et la Banque mondiale, les aspects démographique et social du développement prennent de plus en plus de l'importance. Il y a eu des retards dans le traitement des données et dans l'analyse ayant pour conséquence l'existence d'une base de données insuffisante et non à jour. Le problème devient encore plus complexe à cause d'autres facteurs comme la migration interne. Cependant, il a été remarqué, qu'avec les programmes de recherche, la mise en place des ordinateurs et de l'utilisation d'une nouvelle technologie de traitement des données, et les politiques de population, on peut s'attendre à une amélioration de la collecte des données et de l'intégration. Quant à la planification, des efforts ont été faits pour la formulation de politique de population et à l'utilisation des modèles démographiques.

19. La délégation du Bénin a mentionné les efforts de l'Institut national de la statistique et de l'analyse économique pour améliorer la collecte des données statistiques en vue de l'intégration des variables démographiques et sociales au processus de la planification. Ainsi, le Bénin a procédé à un recensement général de la population, à des enquêtes sur le budget familial et à des études démographiques qui ont fourni des données pour les plans de développement du pays. Le pays a adopté un système décentralisé de la collecte des données statistiques en créant des services de statistique dans les ministères et les provinces. L'intégration des statistiques démographiques et sociales dans la planification a eu le plein soutien du gouvernement.

20. Le représentant de l'Ethiopie a présenté une description du processus de la planification dans le pays. Le système se base sur le centralisme démocratique et est administré par le Comité de la planification dont le Chef de l'Etat est actuellement le Président. La Direction centrale des statistiques a fait des recensements et des enquêtes sur les différentes activités économiques dont les résultats ont été intégrés dans les plans de développement. Les statistiques démographiques et sociales et économiques connexes ont été utilisées dans la planification pour la détermination des infrastructures et des services sociaux tels que l'éducation, santé, etc. Le problème de fiabilité des données de registres administratifs et de retard pour l'obtention des résultats de recensements a été signalé.

21. La délégation de Maurice a constaté qu'il n'y a pas de problèmes en ce qui concerne l'intégration des statistiques démographiques et sociales à la planification du développement du pays. Depuis 1846 on a procédé aux recensements de la population tous les 10 ans. En plus le pays est doté d'une bonne infrastructure administrative de l'Etat civil pour compléter les données des recensements. La collecte des données statistiques par les recensements et les enquêtes est facilitée par la Loi sur les statistiques en vigueur et par la coopération avec des groupements d'industriels, fédérations des travailleurs dans le domaine de la fourniture des informations statistiques. Par conséquent, le pays est pourvu d'une bonne base de données pour la planification et les statisticiens et les planificateurs coopèrent à tous les niveaux du processus de la planification.

22. La délégation de Zimbabwe a mentionnée la dualité économique du pays. Le secteur moderne de l'économie est bien couvert, alors qu'il manque complètement de statistiques pour le secteur informel. Le système de la planification dans le pays est administré par la Commission nationale de la planification, et les directeurs de statistique et du plan travaillent sous la tutelle du même ministre ce qui rend la coordination plus aisée. Le pays a entrepris l'enquête nationale sur la main-d'oeuvre pour avoir des informations sur la disponibilité de la main-d'oeuvre qualifiée nécessaire à l'industrie ainsi que l'enquête nationale sur les ménages. Au sein de la Direction centrale de statistique on a créé une cellule de planification de la population qui est chargée de la production des indices démographiques. Les statistiques démographiques et sociales ainsi recueillies sont intégrées dans la publication nationale "Croissance et Egalité".

23. Le groupe de travail en discutant des documents des pays a constaté une disparité des statistiques démographiques et sociales fiables sur le continent africain ce qui entrave l'élaboration des plans de développement. Le groupe de travail a proposé que les gouvernements africains accélèrent la collecte et l'utilisation des statistiques démographiques et sociales dans la planification. A ces fins ils ont recommandé d'établir une coopération plus étroite entre les statisticiens et les utilisateurs de l'information statistique, en particulier les planificateurs.

Données nécessaires pour la planification du développement: (Point 5 de l'ordre du jour)

Types de statistiques démographiques et sociales pour la planification du développement dans les pays africains (Point 5(a))

24. Le représentant du Secrétariat, en présentant ce point de l'ordre du jour, a souligné que son but est d'ouvrir la discussion sur les approches possibles pour l'intégration des statistiques démographiques, sociales et économiques connexes à la planification du développement en Afrique, non seulement en passant en revue les divers types de statistiques démographiques et sociales connexes requis pour la planification du développement en Afrique, mais aussi leurs utilisations et les systèmes de production des données qui les ont générés. Le rapporteur a remarqué que la discussion doit tenir compte des nouvelles approches du développement et des besoins de la planification en ayant en vue les problèmes de l'Afrique de nos jours - chômage, pollution de l'environnement, impact économique et social des changements structurels.

25. Il a mis un accent sur deux domaines de l'utilisation des données: la mise en place d'une base quantitative pour la planification et l'intégration des variables démographiques au processus de la planification du développement. Le représentant du Secrétariat a expliqué que les recensements de la population, les enquêtes sur les ménages et les registres administratifs surtout s'ils ont les même concepts, définitions et classifications jouent un rôle important dans la production des statistiques démographiques et sociales pour la planification du développement.

26. Il a défini les types de statistiques démographiques et sociales pour la planification: les statistiques démographiques, les données sur l'effectif de la population, sa composition économique et sociale et sa répartition géographique, le rôle de la croissance de la population, le niveau actuel et les tendances de la natalité, la mortalité et la migration, les études prospectives de la population, etc... En matière de statistiques sociales, il s'agit de données sur la santé, l'éducation, le logement et l'emploi.

27. Dans les discussions qui ont suivi, les participants ont accordé une attention particulière aux questions suivantes: (a) les stratégies et les mesures visant à consolider les services de statistique et de planification; (b) la nécessité de ne pas produire des statistiques inutilisées; (c) la nécessité de maintenir le dialogue entre les statisticiens et les planificateurs et/ou entre les services des statistiques et de la planification. Les participants ont présenté aussi l'expérience de leurs pays dans le domaine de l'utilisation des statistiques démographiques et sociales dans la planification du développement.

28. Pour (a) on a signalé une forte mobilité des cadres de statisticiens dans les pays d'Afrique et les mesures pour y remédier par la création des conditions de travail attrayantes ont été recommandées. Pour (b) le Secrétariat a souligné que l'une des stratégies visant à cesser de produire des statistiques inutilisées consiste à mettre sur pied un programme de travail assurant la disponibilité aussi bien que les besoins en statistiques requis pour la planification. En ce qui concerne le dernier point, le Secrétariat a approuvé une proposition de maintenir le dialogue entre les statisticiens et les planificateurs et/ou les services de statistique et de planification.

Expériences de l'URSS (Point 5(b) de l'ordre du jour)

Projections démographiques

29. La méthodologie utilisée par le service de statistique d'Etat pour projeter la population est présentée dans le document WG/DSS/87.2,

30. Les principes de base utilisés pour la détermination des caractéristiques de la population ont été soulignés. Utilisant les données statistiques disponibles provenant aussi bien des recensements que des enquêtes spécifiques, une série d'indices pour chaque groupe de population est calculée séparément. Un trait spécifique dans le calcul des indicateurs démographiques en URSS se rapporte à l'inclusion des migrations internes des zones rurales vers les zones urbaines.

31. Les formules de base pour le calcul des indicateurs de la population et pour les projections ont été expliquées. On a fait remarquer que les indicateurs ont été utilisés pour les perspectives démographiques et que les programmes sont perfectionnés continuellement.

32. Les chiffres de la population sont donnés à divers niveaux portant sur les régions, les républiques et finalement au niveau du pays tout entier.

33. Le document montre les étapes suivies pour le calcul des variables de population des petits territoires, étant donné leurs propres particularités. Les résultats obtenus pour les petits territoires doivent être cependant compatibles avec les calculs faits pour les autres régions.

34. La mise à jour des projections se fait sur une base régulière dès que des chiffres fiables relatifs aux caractéristiques de la population sont obtenus à partir des recensements de la population.

35. Le document sur les projections démographiques a été d'un grand intérêt pour les participants. Les discussions ont porté sur les sujets suivants: l'estimation de la qualité des données pour le calcul des taux de natalité, de mortalité et de migration, la précision des projections démographiques, le système d'énumération de la population en URSS. Les participants ont déclaré positive l'expérience de l'URSS sur les projections démographiques et l'intégration des données de la population dans l'élaboration des objectifs pour le développement économique et social. Ils ont fait remarquer les problèmes rencontrés par les pays africains dans la collecte de données fiables sur les migrations qui réduirait la fiabilité des statistiques démographiques au cas où les migrations existent. Les difficultés rencontrées pour l'énumération des tribus nomades ont été soulevées. Ceci explique l'intérêt spécial montré par les participants par l'expérience de l'URSS sur les statistiques de migrations internes.

36. Une attention particulière a été apportée aux tendances positives démographiques qui prévalent ces derniers temps en URSS, notamment, la hausse de la natalité suite aux dispositions prises pour aider les familles ayant de nombreux enfants. La question relative à la réduction de la production et de la consommation de

boissons alcoolisées, son impact sur la baisse de la mortalité, en particulier celle due aux accidents, traumatismes et empoisonnements ont été discutées. L'orateur a aussi donné des explications sur le "planning" familial en URSS.

Indices de développement social

37. Les représentants de l'URSS ont rapporté brièvement les problèmes des statistiques sociales à la lumière des résolutions dans le contexte de la restructuration des systèmes administratifs et de planification en URSS. Ils ont parlé du système des indices de statistiques sociales et leur harmonisation avec le système d'indices du Plan d'Etat.

38. Les principes de base pour la mise en oeuvre d'une base de données statistiques ont été exposés dans le chapitre du plan "Développement social et amélioration de la condition de vie de la population". L'organisation et la méthodologie de collecte et le traitement des informations statistiques à tous les échelons du service de statistique d'Etat ont été décrits.

39. Ils ont aussi relevé les points concernant l'organisation d'une enquête ad hoc relative aux ressources en main-d'oeuvre et au budget des familles des fermes collectives.

40. Ils ont exposé en détail les aspects pratiques de l'enquête d'opinion publique sur l'orientation professionnelle des femmes ainsi que les aspects sociaux du travail par groupes etc... Les efforts des organes de statistique d'Etat pour améliorer les statistiques sociales (système d'indices, méthodologie, analyse économique, transparence, etc..) dans la mise en oeuvre des résolutions du plénum du Comité central du PCUS de juin 1987, ont été soulignés.

41. Au cours de la discussion, les participants ont montré un vif intérêt aux opérations menées par le service statistique de l'URSS, sa structure et ses méthodes de collecte de données provenant des sources primaires c.a.d. les entreprises, les administrations, etc.. Les données fournies par les entreprises aux services statistiques locaux sont traitées et agrégées pour les domaines et les secteurs respectifs. Les ordinateurs ont été utilisés pour cela. Les instructions méthodologiques pour le remplissage des questionnaires sont conçues par GOSKOMSTAT et envoyées aux différents ministères et bureaux qui à leur tour les font parvenir aux entreprises et aux administrations,

42. Les participants se sont renseignés sur les statistiques relatifs aux services sociaux tels que soins médicaux, éducation, loisirs, etc., aussi bien que sur les services payants offerts à la population. Les participants ont montré leur intérêt pour l'indice des prix des services calculé à partir des enquêtes des budgets des ménages.

43. Les participants ont échangé des points de vue sur les divers aspects des statistiques sociales c.a.d. sur les problèmes de classification, nomenclatures et codes aussi bien que sur l'harmonisation des statistiques avec les données contenues dans les autres documents du GOSKOMSTAT, DU GOSPLAN, du GOSKOMTRUD, du MINFIN et des autres agences,

Enquête sur le budget des familles

44. En présentant le document WG/DSS/87,3, Add.1, le Chef du département des statistiques sur le budget des familles du comité d'Etat pour les statistiques a mentionné que, au cours des 8 dernières années, le comité d'Etat pour les statistiques a préparé et mené plus de 80 enquêtes par sondage dans les différentes branches de l'économie nationale telles que l'agriculture, l'industrie, la construction de logement, le commerce, l'emploi etc... En janvier 1985, une enquête démographique par sondage a été effectuée auprès de 5 pour cent de la population.

45. Les enquêtes annuelles fournissent plus de 2 000 indices et sont d'une grande importance pour l'analyse démographique. Une fois tous les 3 ans des enquêtes par sondage sur les revenus et les conditions de logement sont effectuées portant sur 310 000 familles.

46. Les enquêtes sur les budgets sont représentatives de différentes catégories de la population selon la taille et les niveaux de revenus, réparties sur tout le pays, par république, par région économique et par branches de l'économie nationale. Elles donnent des informations sur les niveaux de revenus et de dépenses de consommation alimentaire, les services communautaires, les conditions de logement, la composition de la famille, l'emploi et les autres caractéristiques sociales. Les chiffres montrent les rôles des différentes sources de revenus, les relations entre les niveaux de consommation et les revenus et permettent l'étude des changements des besoins des consommateurs, etc...

47. Dans ce contexte, les enquêtes sur les budgets, en plus des caractéristiques des "standards" de vie pour les différents groupes sociaux ont été largement utilisés dans les différents calculs économiques. Elles ont été aussi très utilisées pour obtenir les opinions du public relatifs à l'ensemble du pays.

48. La discussion a surtout porté sur l'étude des groupes spéciaux de la population. Les participants se sont intéressés sur la conduite d'une enquête auprès des personnes âgées. Sur ce point, il a été mentionné qu'en URSS chaque année des enquêtes par sondage portant sur 2 200 ménages de retraités ont été effectuées et une fois tous les trois ans sur 12 000. La méthode de sélection des ménages a été aussi soulevée. Il a été dit que le tirage à 2 degrés est habituellement utilisé. Par exemple dans le cas des travailleurs, l'institution était le premier degré et les travailleurs de cette institution constituent le deuxième degré.

49. Quelque participants se sont intéressés à la comptabilisation des revenus privés. Le type de données est aussi obtenu au cours des études sur les budgets des familles dans le cas où les familles ne cache pas cette information et sont prêtes à révéler qu'ils ont acquis des biens ou des services en privé. Les participants ont aussi demandé des informations sur les enquêtes agricoles telle que les surfaces emblavées, le cheptel, les conditions de logement, etc...

Main d'oeuvre

50. En présentant le document WG/DSS/87.4 le Chef de Division des statistiques de la main-d'oeuvre et des salaires de l'URSS a indiqué qu'en URSS, le suivi statistique d'utilisation rationnelle de la main-d'oeuvre est effectué sur la base de la comptabilité régulière de la main-d'oeuvre unique pour toutes les entreprises et aussi sur des enquêtes par sondage.

51. Elle a fait remarquer que les statistiques soviétiques de la main-d'oeuvre sont organisées autour de l'analyse multifacée de la quantité, la composition et la répartition des ressources en main-d'oeuvre pour le pays, les régions, les ministères et les branches d'économie nationale. Actuellement cette analyse comprend: le contrôle de réalisation du plan sur la main-d'oeuvre, le niveau d'emploi, la répartition de la population employée par catégories, le degré de mécanisation, le niveau de qualification par sexe, âge, ancienneté et quelques autres caractéristiques.

52. Elle a indiqué que dans les conditions de l'économie socialiste planifiée, une des fonctions la plus importante de la statistique d'Etat est le contrôle de la réalisation du plan. La présentation annuelle des informations aux organes publics sous forme d'indicateurs statistiques est aussi une fonction importante. Aussi, une quantité énorme d'informations non planifiées, comme les indicateurs caractérisant les ressources d'accroissement de productivité (part du travail manuel, pertes du temps, fluctuations du personnel, etc...) est aussi produite.

53. Elle a mentionné que les proportions et les tendances dans la répartition des ressources en main-d'oeuvre à travers le pays par catégories d'emploi sont analysées par l'intermédiaire de la balance de la main-d'oeuvre et des informations provenant des statistiques sectorielles (c.a.d. emploi, démographie, éducation, industrie, agriculture etc...).

54. Elle a fait remarqué que les questions relatives aux statistiques des traitements et salaires sont prises comme un large système visant à l'amélioration continue du bien-être de la population et sont en cours d'élaboration en URSS. Des enregistrements spéciaux ponctuels sont effectués pour assurer leur mise en oeuvre. En outre une fois tous les 5 ans, des enquêtes se sont organisées pour obtenir des données couvrant l'économie sur la répartition des ressources en main-d'oeuvre et des salaires. En utilisant les enquêtes par sondage, les problèmes de différenciation des traitements et des salaires pour certaines professions selon leur contribution sont étudiés.

55. Au cours de la discussion qui a suivi, les participants ont porté une attention particulière à l'expérience dans la formation des ouvriers, au perfectionnement du personnel, l'introduction de la méthode de planification par normes dans le domaine de la main-d'oeuvre, l'étude statistique de la population non employée, les solutions apportés par l'URSS au problème de l'emploi des travailleurs libérés suite à l'accroissement de la productivité du travail, la mécanisation, et l'introduction de nouveaux moyens de paiements.

56. Les participants ont été unanimes à reconnaître que le plein emploi est l'objectif majeur pour tous les pays. Les problèmes du marché de main-d'oeuvre et du chômage déguisé ont été discutés. Il a été noté la nécessité d'avoir des données statistiques nationales sur l'emploi et la dynamique de l'accroissement de la productivité du travail. On a aussi mentionné que la méthode uniforme de calcul des indices et les classifications internationales doivent être appliquées.

57. Il a été procédé à des échanges de vue sur le rôle des syndicats dans le développement économique et social du pays, la fluctuation du personnel, l'intégration des personnes âgées à l'économie nationale, et les autres problèmes de l'emploi. Les participants ont reconnu et ont proposé l'amélioration des études statistiques traitant l'emploi de personnel étranger.

Statistiques de l'environnement

58. Le Chef de la Division des statistiques des ressources naturelles et de l'environnement a présenté le document WG/DSS/87.5. Le document se rapporte à l'étude et les orientations de la protection de l'environnement en URSS, comprenant les mesures de protection et d'utilisation rationnelle des ressources foncières, l'organisation et le développement des réserves nationales, la rationalisation de la consommation de l'eau, la protection de l'atmosphère etc.,

59. Le document discute aussi des aspects organisationnels et méthodologiques des statistiques de l'environnement en URSS.

60. Le système d'indicateurs des statistiques de l'environnement en URSS est harmonisé complètement avec les indicateurs correspondant du Plan d'Etat. Ces indicateurs permettent aux services responsables des statistiques d'Etat d'exercer le suivi de la réalisation du plan et d'assurer la protection de l'environnement et l'utilisation rationnelle des ressources naturelles.

61. Le document porte aussi sur les aspects pratiques des statistiques de l'environnement, les questionnaires envoyés aux entreprises et aux institutions ayant des activités liées à l'exploitation des ressources naturelles ou produisant des effets nuisibles sur l'environnement, concernant des problèmes spécifiques tels que les dommages causés par la pollution et la nuisance pour la santé publique.

62. Les statistiques de l'environnement sont rassemblées soit par les services statistiques d'Etat soit par les ministères et les départements. Dans ce dernier cas, le Comité d'Etat pour les statistiques contrôle la qualité de ces statistiques et le délai de leur collecte. Elles ont reçu ensuite une large publication auprès des administrations et du public pour la prise de décisions, les travaux de recherche ou pour l'information générale. Les résultats obtenus dans le domaine des statistiques de l'environnement sont le fait des efforts concertés des diverses administrations en URSS.

63. Au cours de la discussion, les participants ont montré leur intérêt dans l'organisation des statistiques de l'environnement en URSS. Les participants ont présenté l'expérience de leur pays sur ce point.

64. Il y a eu un consensus sur le fait qu'une attention soit donnée aux statistiques de l'environnement et qu'elles doivent être prises en compte dans le processus de planification.

65. Enfin, il a été admis que la protection de l'environnement est un problème global auquel tous les pays doivent participer pour le résoudre et pour cela avoir une approche commune.

Coordination du développement des statistiques démographiques sociales et économiques connexes intégrées pour la planification (Point 6 de l'ordre du jour).

Cadre pour l'intégration des données dans les pays africains (point 6(a) de l'ordre du jour)

66. Le représentant du secrétariat de la CEA a présenté le document WG/DSS/87.6 relatif à la coordination des activités sur le développement des statistiques démographiques sociales et économiques connexes pour la planification du développement. Il a mentionné le plan d'action de Lagos, adopté par les chefs d'état africains en 1980, le Plan d'Action de Kilimandjaro et la récente Déclaration d'Abudja. On a souligné lors de ces rencontres que la planification du développement doit tenir compte non seulement des aspects économiques et financiers mais aussi du développement de l'homme et de son environnement. Ceci a expliqué l'initiative de la CEA dans le domaine du développement du cadre de la production des statistiques sociales et de son intégration en renforçant les interrelations entre ces données.

67. Il a insisté sur la nécessité et l'utilité du cadre en question pour contribuer à la coordination des activités afin d'améliorer la collecte des données statistiques et pour construire les indicateurs socio-économiques.

68. Il a souligné la nécessité d'une approche intégrée de ce problème par l'harmonisation des concepts, définitions et classifications pour le continent africain. Chaque pays africain est libre de choisir les types et le champ des données statistiques compte tenu de ses besoins et de ses particularités. Il a aussi signalé un certain regain sur les liaisons entre les statistiques démographiques et sociales et les comptes nationaux. Il a insisté aussi sur le rôle croissant des enquêtes, en particulier, celle sur les ménages dans la collecte des données socio-économiques intégrées. A cet égard il a attiré l'attention des participants sur le Programme africain concernant la mise en place des dispositifs d'enquêtes sur les ménages réalisé avec la participation de la CEA et auquel participent déjà 18 pays africains. Le délégué du Kenya a été invité à présenter brièvement l'expérience de son pays dans ce domaine.

69. Lors de la discussion les participants ont soutenu l'approche de la CEA et en particulier, la nécessité d'avoir un système harmonisé en Afrique. Il a été signalé que les concepts démographiques définis par les agences extérieures n'ayant aucun contact avec les pays africains, peuvent être inadaptés dans le contexte africain. On a indiqué comme exemple la définition de l'âge du début de reproduction.

70. Les participants ont insisté pour que des actions soient prises pour développer un système d'indicateurs socio économiques y compris les statistiques de l'environnement et pour harmoniser les systèmes de collecte de données en particulier lorsqu'elles proviennent de différentes sources.

71. Il est recommandé que:

- a) La CEA fasse l'état d'avancement de la mise en oeuvre du plan d'Action de Lagos et du Programme d'action de Kilimandjaro dans le domaine des statistiques démographiques et sociales.
- b) La collaboration entre les producteurs de données soit renforcée en vue d'harmoniser autant que possible les concepts, les définitions et les classifications utilisés dans les différentes enquêtes. Les pays africains doivent aussi encourager l'organisation des réunions régulières ou des contacts entre les producteurs et les utilisateurs de données.

Liaisons des données provenant de diverses sources (Expérience l'URSS)
(Point 6(b) de l'ordre du jour)

72. Le document a été présenté pour le chef de la Division de la démographie de l'Institut de recherche du comité d'Etat pour les statistiques. Les données démographiques sont collectées à partir des recensements de la population, l'enregistrement courant des événements démographiques et des enquêtes par sondage de la population. Les pays peuvent avoir recours aux registres administratifs, mais la fiabilité des statistiques collectées ainsi pourrait dépendre de l'exhaustivité des systèmes d'enregistrement, la compatibilité des registres provenant de divers organes de collecte, l'utilisation d'un système harmonisé de définition etc... Pour arriver à cette uniformité dans la collecte des statistiques, il faudrait éliminer certaines distinctions dans les systèmes d'enregistrement tel que le statut matrimonial légal pour l'enregistrement couvrant les mariages et le statut matrimonial enregistré dans les recensements et les enquêtes. Une autre variante semblable apparaît en distinguant les nationalités et autres caractéristiques de la population. L'expérience de l'Union soviétique dans des programmes d'harmonisation a été positive quoi qu'il reste encore beaucoup de problèmes à résoudre. Il n'a pas toujours été possible d'arriver à obtenir une compatibilité totale dans bons nombres de cas et dans les résultats de recensements.

73. L'URSS a acquis une grande expérience en matière d'enquêtes anamnestiques. Ces enquêtes, toutefois n'incluaient seulement que les personnes encore en vie au moment de l'enquête, d'où incomptabilité avec les données des autres enquêtes. Néanmoins, les enquêtes anamnestiques étaient une source importante des données pour l'analyse des naissance/mortalité parmi les groupes sociaux divers. L'analyse de certains phénomènes ne pourrait être entreprise qu'avec les données d'enregistrement courant mais il aurait fallu une longue série et probablement pour une population donnée, ce qui n'est pas toujours possible. En Union soviétique un système intégré de statistique (SIS) a été conçu et cela donne la possibilité d'utiliser les données obtenues de sources diverses.

74. Les participants se sont félicités de l'approche en profondeur du rapport et de ses aspects pratiques. Ils veulent avoir plus de détails sur les techniques adoptées pour la collecte des données afin de calculer les taux de natalité, de mortalité et de migration et les relations entre ces variables. Les objectifs et le rôle des études socio-démographiques ont été aussi discutés.

75. La collecte des données sur le taux de mortalité par occupation a aussi été le sujet de discussion et il est convenu que ces données sont difficiles à rassembler.

76. Certains délégués ont montré leur intérêt dans les techniques de collecte des statistiques du travail sur une base régionale. Ces statistiques peuvent donner des indications précises sur la disponibilité de la main-d'oeuvre d'une part et de l'opportunité du renouvellement des investissements dans les régions d'autre part.

Mise en place d'une banque de données dans les pays africains (Point 6(c) de l'ordre du jour)

77. Le représentant de la CEA a présenté le document WG/DSS/87,7 sur la mise en place d'une banque de données statistiques dans les pays africains. Comme il a été déjà écrit dans les documents précédents et pour assurer une intégration des données démographiques, sociales et économiques dans le processus de développement, il a réaffirmé le besoin d'avoir un bon système statistique fiable qui comprend le système de production statistique et le système d'information statistique. Il a énuméré les diverses voies de collecte de données et la définition d'un jeu cohérent de concepts, l'établissement des liens entre les données collectées à de différentes périodes et le suivi des procédures d'élaboration des systèmes des comptes nationaux et d'indicateurs sociaux. Il a aussi parlé de l'intégration du système d'information statistique qui peut être obtenu par la mise en place d'une banque de données statistiques.

78. Il doit avoir un dialogue constant entre les statisticiens, les informaticiens et les utilisateurs pour avoir une approche commune sur les questions démographiques et sociales. Cependant une banque de données ne serait être efficace que par une gestion adéquate qui assure la confidentialité, et la sécurité des données collectées et le système doit être compris par les non-informaticiens. Les différents modèles pour la gestion des données (modèles hiérarchique, etc...) ont été expliqués.

79. Enfin il a attiré l'attention des participants sur les coûts pour la mise en place d'une banque de données et a recommandé de bien étudier la question avant de prendre une telle décision.

80. Au cours de la discussion il est ressorti qu'évidemment beaucoup de pays africains ont commencé à utiliser les ordinateurs pour le traitement des données statistiques. Le problème du manque de personnel était soulevé et des suggestions ont été faites pour donner de stages de formation en informatique aux statisticiens pour qu'ils puissent utiliser les micro-ordinateurs pour les petits travaux.

81. Enfin il est recommandé que :

- a) les statisticiens doivent être formés aux techniques modernes de traitement de données afin qu'ils puissent utiliser les micro ordinateurs et si possible les mini-ordinateurs;
- b) la CEA assiste et renforce son assistance dans les divers domaines tels que la sélection des équipements en ordinateurs appropriés pour les besoins des pays africains en ayant en vue les besoins des pays africains d'échanger les informations entre eux, l'augmentation des programmes de stages de formation de la CEA, et des missions d'assistance pour la mise en place des banques de données.

Organisation de la collecte et du traitement de l'information statistique:
la place du système informatisé dans le système d'information public
(Point 6(d) de l'ordre du jour)

82. Le chef du "Soyuzmashinostm" du Comité d'Etat pour les statistiques de l'URSS a présenté le document WG/DSS/87,9 et a décrit les principes de base en soulignant la méthodologie de collecte et de traitement des données dans les services statistiques d'Etat. La structure des organismes de calcul et de statistiques à tous les échelons ont été soulignés brièvement.

83. L'introduction des traitements de données automatisés s'est faite dans le cadre du Système informatisé de statistique d'état (SISE) du Comité d'Etat pour les statistiques. Le SISE possède toutes les caractéristiques d'un grand système d'informatisations, à savoir l'unité technique d'information la standardisation des logiciels, la compatibilité, le traitement intégré des données et la capacité de répondre aux besoins de développement. Dans l'organisation du traitement des données, les classifications rationnelles de l'information technico-économique jouent un rôle important. La responsabilité d'élaborer et la mise en oeuvre d'une telle classification incombent au Comité d'Etat pour les statistiques.

84. Le facteur essentiel contribuant efficacement à la collecte et au traitement des données, dans les conditions du réseau fourni par les services statistiques est la mise en oeuvre de la politique technique intégrée et la création d'une base technique homogène pour les logiciels et le matériel.

85. La collecte et le traitement des données des comptabilités et des enquêtes basées sur la combinaison rationnelle du traitement de l'information statistique centralisée et décentralisée ont été aussi mentionnés.

86. Au fur et à mesure du développement des traitements des données, les interactions entre le SISE et les systèmes informatisés du Comité d'Etat pour la planification et ceux des autres ministères sont consolidés. En outre, le SISE collabore de plus en plus avec les systèmes de gestion informatisés des ministères pour l'apport des bases des données réparties, des installations des traitements à distance et des statisticiens ayant une formation informatique. L'objet de toutes ces mesures tendent à améliorer le système d'information statistique à tous les niveaux de gestion et jouent un rôle important dans le système d'information global du pays.

87. Au cours des discussions, les participants ont montré un grand intérêt pour l'échange des données sur support magnétique, l'utilisation des canaux de transmission, les problèmes de correction automatique, le rôle des bases de données et les problèmes de centralisation et de décentralisation du traitement des données.

88. Il a été noté que les questionnaires recueillies par voie postale sont enregistrées sur bandes magnétiques et sont transmis du centre de la région au centre de la république. Le fait d'utiliser les mêmes types d'ordinateurs ou des ordinateurs compatibles ont rendu la tâche facile. Le contrôle et la vérification des données se sont faits à la réception et en cas d'erreurs, l'information est retournée pour correction. La correction automatique a été utilisée le plus souvent pour le traitement des données socio-émographiques des enquêtes et des recensements.

89. Il a été souligné que la banque de données automatisée est l'élément principal du système, un outil pour l'analyse économique et un moyen important d'intégration.

90. Le problème de collaboration entre les informaticiens et les statisticiens était encore aigu. Pour éviter ce problème, le Comité d'Etat pour les statistiques de l'URSS a mis au point une réglementation sur les fonctions des spécialistes à tous les niveaux d'élaboration des projets de développement des traitements des données. Des logiciels ont été conçus pour permettre aux économistes et aux statisticiens d'utiliser les ordinateurs sur la base d'un "menu".

91. On a fait remarquer que le développement des micro-ordinateurs faciliterait la décentralisation du traitement des données statistiques.

Cadre institutionnel dans les pays africains (Point 6(e) de l'ordre du jour)

92. Un membre du Secrétariat de la CEA, en introduisant le document WG/DSS/87.10 s'est référé à la situation dans un certain nombre de pays africains, où divers organismes qui ont la responsabilité de collecter et de publier les informations statistiques. Il a cité en exemple les statistiques de l'état civil et de la migration internationale où plusieurs agences sont impliquées pour la collecte, le traitement et la présentation de l'information. Les problèmes de la collecte, du traitement et de la présentation des données par le Bureau central de la statistique ont été aussi mis en évidence lorsque celles-ci sont fournies par les autres ministères. Dans de telle situation un manque de co-opération entre ces différentes agences peuvent amener à l'adoption de différentes normes, concepts, classifications et définitions, créant ainsi le problème d'intégration.

93. Il a passé en revue plusieurs stratégies et mesures pour arriver à une coordination institutionnelle. Dans ce contexte, il a attiré l'attention sur le rôle positif que doit jouer le Bureau central de la statistique en développement des lignes directrices sur la méthodologie des recensements et des enquêtes, plus particulièrement sur l'harmonisation des concepts, des définitions et des classifications en prenant bien en compte les recommandations internationales. Il a proposé aussi la création d'un conseil ou d'un comité responsable pour passer en revue la politique et le programme du travail de l'Office national de la statistique. Ce conseil devrait aussi avoir un sous-comité technique composé d'experts qui aurait pour tâche d'étudier les aspects techniques des travaux statistiques tels que les recensements et les enquêtes. La création d'un comité similaire est aussi recommandée pour la collecte, le traitement et la présentation des données impliquant plusieurs agences telles que les statistiques de l'état-civil.

94. Pendant la discussion qui a suivi, les participants ont parlé de leur expérience sur les problèmes et les solutions de la coordination. Un exemple a été cité en ce qui concerne les consultations informelles et permanentes entretenues entre l'Office central de la statistique et les autres ministères impliqués dans la production des statistiques, sans que celles-ci ne rentrent dans le cadre d'une structure formelle.

95. Les participants ont recommandé :

- a) la création d'un système centralisé de statistique pour la promotion de la co-ordination de la production statistique à l'intérieur de l'administration centrale.
- b) l'étude par la CEA des problèmes spéciaux posés par la collecte des données par des organismes gouvernementaux autres que l'Office national de la statistique et de suggérer des solutions afin de faciliter la coordination concernant les classifications les définitions et la méthodologie.

Applications des variables démographiques, sociales et économiques intégrées dans la planification: (Point 7 de l'ordre du jour)

Matrice de comptabilité sociale comme instrument pour l'intégration des variables démographiques, sociales et économiques connexes dans la planification (étude de cas) (Point 7(a) de l'ordre du jour)

96. Le document WG/DSS/87.11 sur les "Matrices de comptabilité sociale (MACS) comme instrument pour l'intégration des variables démographiques, sociales et économiques connexes dans la planification" a été présenté par un membre du secrétariat de la CEA. Il a déclaré que les MACS ont été introduites pour satisfaire les besoins d'incorporer une dimension sociale et démographique dans la planification du développement. Il a expliqué la méthodologie de la construction des MACS et a donné des détails sur ses différentes composantes, à savoir, (i) les comptes courants comprenant le compte de production (ii) les comptes de capital et du reste du monde (iii) les opérations financières.

Il a souligné la flexibilité des MACS qui permet la désaggrégation des comptes. Les deux facteurs de production (le capital et la main-d'oeuvre) et les quatre secteurs institutionnels (ménages, entreprises, les administrations et le reste du monde) sont pris en compte. Les taxes indirectes qui jouent un grand rôle dans le pays africains sont aussi inclus séparément dans les MACS.

97. Le document contient aussi des explications sur les simulations des différents scénarios dans la planification, les variables démographiques et sociales peuvent être insérées dans le MACS et ainsi que les variables comme la distribution géographique des facteurs de production, la taille de l'entreprise, les revenus, propriété d'entreprises, etc.

98. Les sources traditionnelles d'information pour le MACS sont:

- i) la comptabilité nationale;
- ii) les enquêtes budget/consommation;
- iii) budget des administrations;
- iv) les statistiques du commerce extérieur et;
- v) les statistiques financières.

Toutefois ces sources traditionnelles n'étaient pas suffisantes et, des renseignements additionnels sont requis à travers des enquêtes appropriées qui doivent réunir les statisticiens, les planificateurs, les sociologues, etc...

99. Les problèmes qui affectent la construction de MACS sont: i) insuffisance de données; ii) manque de moyens financiers; iii) l'utilisation d'autres modèles économiques. Des moyens pour contourner ces difficultés ont été suggérés.

100. Les participants ont été du même avis que le représentant de la CEA sur la valeur des MACS comme instrument pour l'intégration des statistiques démographiques et sociales dans la planification. La méthodologie du MACS est très compliquée et certains participants pensent que son introduction doit attendre jusqu'à ce que les pays aient développé une bonne base de données sociales et amélioré leur appareil de collecte. Toutefois, les participants sont convaincus que le MACS est un bon modèle pour les pays africains et ont recommandé que la CEA poursuive ses efforts dans la diffusion du MACS parmi les pays membres.

Système de balances de l'économie nationale et leur rôle d'intégration des statistiques économiques et sociales (expérience de l'URSS) (Point 7(b) de l'ordre du jour)

101. Le document WG/DSS/87.12 sur le système de balance de l'économie nationale et leur rôle d'intégration des statistiques économiques et sociales et quelques problèmes sur la comparaison des indicateurs du BEN et du SCN a été présenté par un représentant du Département des balances de l'économie nationale de l'URSS.

102. L'orateur a donné une description de la BNE qui est un système utilisé par l'URSS pour mesurer aussi bien la production et le taux de son développement que les relations entre les divers paramètres économiques et sociaux. La BNE permet de saisir les transactions interindustrielles et donne une mesure adéquate de la croissance de la richesse en URSS.

103. L'utilisation des divers indices pour mesurer les changements dans les différentes activités de l'économie c.a.d. la production par rapport à la consommation, l'utilisation des équipements par rapport à la production, a été expliquée. Les équilibres de l'économie nationale se rapporte à i) la production sociale et aux dépenses ii) la distribution de la production sociale et au revenu national iii) l'équilibre du capital fixe et de la richesse nationale et iv) l'équilibre de la main-d'oeuvre montrant les ressources et les emplois de la main-d'oeuvre dans l'économie.

104. Il a souligné les différentes étapes dans la compilation de la BNE et les efforts faits pour améliorer son utilité. Il a expliqué les problèmes rencontrés dans la préparation de la BNE et les problèmes de comparaison entre le BNE et le SCN. Les deux systèmes sont utilisés pour décrire deux types différents d'économie et ceux-ci ont limité la comparaison entre les deux méthodes étant donné que leur base théorique est de nature différente.

105. Le thème principal de la discussion se rapporte à l'influence de l'inflation sur les indices. L'orateur a fait remarquer que dans la confection des indices, une année de base fixe a été utilisée, la dernière étant l'année 1983. Des explications ont été aussi données sur la compilation et la confection de quelques agrégats tels que épargne, revenu national, etc...

106. Les nouvelles activités sont prises en compte dans la BNE au fur et à mesure de leur apparition.

Application des indices des statistiques démographiques, sociales et économiques à la planification (expérience de l'URSS) (Point 7(c) de l'ordre du jour)

107. Le document WG/DSS/87.13 a été présenté par i) le Vice-président, Comité d'Etat pour la statistique de l'URSS, ii) le Chef-adjoint du Comité d'Etat pour la planification de l'URSS et iii) le Chef du département de statistiques intégrées et des méthodes statistiques, Comité d'Etat pour la statistique de l'URSS.

108. Les orateurs ont mentionné que l'URSS attache une grande importance aux statistiques démographiques et sociales dans la préparation des plans de développement du pays. Ils ont attiré l'attention sur le fait que les variables démographiques et sociales sont entièrement intégrées dans le cadre macro-économique du pays et dans les objectifs définis pour les différents indicateurs sociaux. La disponibilité rapide des indicateurs permet le suivi et la performance de l'économie dans des domaines tels que les ressources et emplois de la main-d'oeuvre, la part des différents secteurs dans l'économie, les balances de l'économie, les réalisations dans la mise en oeuvre de la politique socialiste, etc...

109. L'intégration des statistiques sociales dans la planification doit tenir compte des considérations suivantes dans le contexte de l'Union soviétique:

- i) Les besoins du pays d'accélérer la production selon la ligne socialiste;
- ii) les spécificités des diverses activités et des régions;
- iii) le besoin d'avoir des mesures quantitatives et qualitatives.

110. L'URSS a fait des efforts pour améliorer davantage l'étendue et la qualité des indices sociaux et en particulier des améliorations sont apportées pour des comparaisons inter-régionales. Des enquêtes par sondage sont entreprises pour la collecte des données, pour la recherche et la réforme économique.

111. Les participants ont mentionné les actions entreprises par les pays africains pour améliorer l'appareil de collecte des données sociales. Ils ont pris note de la grande expérience de l'URSS en la matière et ont exprimé leurs souhaits d'avoir une meilleure collaboration avec le Comité d'Etat pour les statistiques de l'URSS afin de profiter de cette expérience. Le rôle des organisations scientifiques dans l'élaboration et dans l'exécution des programmes de collecte de données sociales a été souligné. La fréquence de la collecte des données démographiques et sociales a été aussi le sujet des débats.

Questions diverses (Point 8 de l'ordre du jour)

112. Dans le cadre de ce point de l'ordre du jour, certains participants ont demandé que les documents de travail leur parviennent quelques jours avant la réunion. On a fait remarquer que cela était pratiquement impossible étant donné le retard dans le courrier postal et le représentant du secrétariat a indiqué que certains documents préparés par la CEA ont été envoyés aux participants trois semaines avant la réunion. Toutefois, il a souligné que tous les participants ont reçu un jeu complet de documents dès leur arrivée à Moscou.

113. Des questions et des demandes d'explication ont été soulevées au sujet de l'assistance technique du gouvernement de l'URSS et de celle de la CEA. En réponse le représentant du gouvernement de l'URSS a expliqué les programmes de formation donnés par son pays à l'intention des pays en développement ainsi que les procédures administratives pour l'assistance bilatérale. En ce qui concerne l'assistance technique de la CEA, le représentant de la CEA a mentionné que la Division de la statistique a toujours satisfait les demandes des pays dans le domaine de la comptabilité nationale, des recensements, des enquêtes auprès des ménages et des traitements des données et il en sera toujours ainsi dans le futur.

Adoption du rapport (Point 11 de l'ordre du jour)

114. Le Groupe de travail a adopté son rapport tel qu'il a été amendé au cours de ses travaux en vue de le transmettre à la Conférence commune des planificateurs, statisticiens et démographes africains.

RESUME DES RECOMMANDATIONS

I. INTRODUCTION

Ce résumé des recommandations pour l'Afrique doit être examiné en même temps que le rapport du groupe de travail sur les approches possibles pour l'intégration des statistiques démographiques, sociales et économiques connexes dans la planification du développement en Afrique.

II. RECOMMANDATIONS

1. Données nécessaires pour la planification du développement

- i) Les pays africains doivent prendre des mesures pour consolider les services statistiques en particulier arrêter la mobilité des statisticiens. La création des conditions de travail attrayantes ont été recommandées.
- ii) Ils doivent accélérer la collecte des statistiques démographiques et sociales ainsi que leur utilisation dans la planification.
- iii) Il est souligné que la protection de l'environnement est un problème global auquel tous les pays africains doivent participer pour le résoudre et pour cela avoir une approche commune. Il est recommandé qu'une attention particulière soit donnée aux statistiques de l'environnement et qu'elles doivent être prises en compte dans le processus de planification.
- iv) Un programme de travail assurant la disponibilité ainsi que les besoins en statistiques pour la planification doit être établi. Pour cela, il est aussi recommandé qu'une étroite collaboration et un dialogue continus doivent être maintenu entre les statisticiens et les planificateurs et, ou entre les services de statistiques et les services de planification.

2. Coordination dans le développement des statistiques démographiques, sociales et économiques connexes intégrées pour la planificationa) Système de collecte de données

- i) Il est souligné que des actions doivent être prises pour développer un système d'indicateurs socio-économiques et pour harmoniser les systèmes de collecte de données en particulier lorsqu'elles proviennent de différentes sources.
- ii) Il est recommandé que la collaboration entre les producteurs de données soit renforcée en vue d'harmoniser autant que possible les concepts, les définitions et les classifications utilisées dans les différentes enquêtes.
- iii) Il est aussi recommandé que la CEA fasse l'état d'avancement de la mise en oeuvre du Plan d'Action de Lagos et du Programme d'Action de Kilimanjaro dans le domaine des statistiques démographiques et sociales.

b) Traitement des données

Il est recommandé que:

- i) les statisticiens doivent être formés aux techniques modernes de traitement de données afin qu'ils puissent utiliser les micro-ordinateurs et si possible les mini-ordinateurs;
- ii) la CEA assiste et renforce son assistance dans les divers domaines tels que la sélection des équipements en ordinateurs appropriées pour les besoins des pays africains, les échanges d'informations entre les pays africains et l'augmentation des programmes de stage de formation et des missions d'assistance pour la mise en place des banques de données.

c) Cadre institutionnel

- i) La création d'un système centralisé des statistiques est recommandée comme un moyen important pour la promotion de la coordination de la production statistique à l'intérieur de l'administration centrale.
- ii) Il est aussi recommandé que la CEA fasse une étude sur les problèmes spéciaux posés par la collecte des données par des organismes gouvernementaux autre que l'Office national de statistique et suggère des solutions afin de faciliter la coordination concernant les concepts, les classifications, les définitions et la méthodologie.

3. Applications des variables démographiques, sociales et économiques intégrées dans la planification

- i) Les matrices de comptabilité sociale (MACS) peuvent être un instrument pour l'intégration des statistiques démographiques et sociales dans la planification;
- ii) Il est souligné que les pays africains doivent établir une base de données sociales et améliorer leur appareil de collecte;
- iii) Il est recommandé que la CEA poursuive ses efforts dans la diffusion des MACS parmi les pays membres.

EVALUATION DU GROUPE DE TRAVAIL

1. Les 18 questionnaires d'évaluation remplis montrent que la majorité des participants sont satisfaits de l'organisation, du contenu et des recommandations de la réunion.

2. En effet, presque tous les participants ont mentionné qu'une information adéquate sur les objectifs du groupe de travail leur avait été communiquée à temps, que la conduite de la réunion et le calendrier étaient convenables. Cependant, ils ont estimé que les documents de base auraient dû être envoyés aux participants quelques jours avant la réunion.

3. La plupart des participants ont qualifié la présentation des sujets de très bien ou de bien, mais il a été mentionné qu'on aurait dû souligner davantage les travaux effectués en Afrique. Un participant a estimé que le contenu des documents était trop orienté pour satisfaire uniquement les besoins des statisticiens et des planificateurs gouvernementaux. Il a été relevé que quelques sujets ne figuraient pas dans l'ordre du jour ou n'ont pas été suffisamment débattus durant la réunion. Ce sont:

- i) le mécanisme pratique de l'intégration à travers une étude de cas;
- ii) et l'utilisation des micro-ordinateurs pour certains petits travaux statistiques.

Ainsi, la durée de la réunion aurait dû être prolongée pour permettre l'examen de ces questions et aussi pour donner l'occasion aux participants de visiter le Service central de statistique du pays hôte et voir son fonctionnement.

4. Les participants ont considéré le manque de ressources financières et le manque d'équipements en ordinateurs comme étant les plus gros problèmes pour l'application des recommandations du groupe de travail dans leur pays respectif.

5. Enfin, tous les participants ont relevé la faiblesse de la traduction et de l'interprétation pendant la réunion et le manque d'interprète en dehors des heures de travail qui a rendu la vie plutôt difficile.